

Nouvelles de Bruxelles

Publié le 29 mars 2018

Socle européen des droits sociaux, Brexit, Etats-Unis, A New Deal for Consumers, Erasmus +, abonnements numériques, trêve pascalle, Plan Juncker...

Les décisions des vingt-huit chefs d'Etat et de gouvernement européens

Le 23 mars, les Vingt-Huit ont appelé à redoubler d'efforts pour progresser vers le marché unique numérique, l'union de l'énergie, l'union des marchés de capitaux et vers la politique industrielle. Ils ont adopté des conclusions sur la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux. Le 24 mars, les dirigeants de la zone euro ont réaffirmé leurs priorités : renforcement de l'union bancaire et réforme du Mécanisme européen de stabilité.

Brexit : les 27 adoptent des lignes directrices pour la future relation

Le 23 mars, les dirigeants européens ont adopté des lignes directrices sur le cadre pour la future relation avec le Royaume-Uni. Ils sont prêts à négocier un accord commercial ambitieux sur les biens et les services. L'accord devra reposer sur l'équilibre des droits et des obligations, et assurer des conditions de concurrence équitables. Il devra veiller à ce que : les quatre libertés restent indivisibles, il n'y ait pas de picorage (cherry picking), l'Union préserve son autonomie décisionnelle, le rôle de la CJUE soit respecté et la stabilité financière sauvegardée.

Etats-Unis : l'Union demande une exemption permanente pour l'acier et l'aluminium

Le 23 mars, les dirigeants européens ont regretté la décision prise par les États-Unis d'imposer des droits de douane sur les importations d'acier et d'aluminium. Notant que les livraisons en provenance de l'UE avaient été temporairement exemptées de ces mesures, ils ont demandé que cette exemption devienne permanente. Ils ont appelé la Commission à continuer à protéger les intérêts de l'UE.

A New Deal for Consumers : le Medef prend les devants

Le 11 avril, la Commission publiera son paquet A New Deal for Consumers. Pour Jean-Claude Juncker, l'objectif est d'« assurer des moyens moins chers et plus efficaces pour mettre fin aux infractions portant atteinte à de multiples consommateurs européens simultanément. » Le Medef a saisi les autorités européennes sur le dossier, notamment sur les « recours collectifs ».

Le succès d'Erasmus + en France ne se dément pas

Le 27 mars, l'agence Erasmus + France a présenté ses chiffres. En 2017, 79 888 demandes de mobilité ont été acceptées, contre 67 604 l'année précédente. L'Union européenne s'est fixé comme objectif de doubler le nombre de jeunes partant en Erasmus d'ici 2025.

Voyager avec vos abonnements numériques, c'est maintenant possible

Dès le 1er avril, les Européens pourront accéder partout en Europe aux services de contenu en ligne auxquels ils sont abonnés dans leur pays. Un accord sur la portabilité entre les institutions européennes, les entreprises européennes et les parties prenantes, a été conclu.

Trêve pascalle dans les institutions européennes

Au Parlement européen, les députés retourneront à Bruxelles le 9 avril. A la Commission, le collège des Commissaires reprendra ses réunions hebdomadaires le 11 avril. Au Conseil, les réunions des groupes et comités

reprennent dès le 3 avril. Une réunion informelle des ministres de l'Environnement est prévue le 10 avril.

Plan Juncker : mobilisation du Medef

Le Comité infrastructures du Medef a tenu une réunion exceptionnelle à Bruxelles le 28 mars, en présence de participants de la Commission, de la BEI, de la Caisse des dépôts et consignations, et du Commissariat général à l'investissement. A l'ordre du jour : les portails régionaux des projets d'infrastructures. Contact : fremoue@medef.fr.